



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Education for Sustainable Development 2014
World Conference, Aichi-Nagoya (Japan), 10-12 November
Stakeholder Meetings, Okayama (Japan), 4-8 November



Éducation pour le développement durable 2014
Conférence mondiale, Aichi-Nagoya (Japon), 10-12 novembre
Réunions des parties prenantes, Okayama (Japon), 4-8 novembre

Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation au développement durable

Rapport de la Conférence établi par la Rapporteuse

Heila Lotz-Sisitka, Professeur, Rhodes University (Afrique du Sud)

1. Objectifs et programme de la Conférence

Placée sous le thème « Apprendre aujourd'hui pour un avenir viable », la Conférence mondiale sur l'éducation au développement durable s'est tenue à Aichi-Nagoya du 10 au 12 novembre 2014 pour marquer, et célébrer, la fin de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (DEDD, 2005-2014). La Conférence a également été l'occasion de lancer le Programme d'action global pour l'éducation en vue du développement durable et d'adopter la Déclaration d'Aichi-Nagoya sur l'éducation au développement durable. La DEDD a été proclamée suite au Sommet mondial sur le développement durable de 2002 sur la base d'un accord entre les États membres visant à renforcer le rôle de l'éducation afin de parvenir au développement durable. L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution 57/254 proclamant la DEDD de 2005 à 2014 et chargé l'UNESCO de la coordonner. La Conférence mondiale sur l'éducation au développement durable, organisée au terme de la DEDD par l'UNESCO et le Gouvernement du Japon, a été l'occasion de consolider les résultats de la DEDD et de définir la voie à suivre à l'avenir pour l'éducation au développement durable à l'échelle mondiale.

➤ *Participants*

La Conférence mondiale sur l'éducation au développement durable a été accueillie par le Gouvernement et la population du Japon, qui ont reçu les délégués avec toutes les marques de l'hospitalité la plus attentive. La Conférence a réuni 1 100 délégués issus de 153 pays, dont 76 représentants ministériels. Elle a rassemblé d'importantes institutions d'enseignement et de formation, des ministères chargés de l'EDD (ministères de l'éducation de base et ministères de l'enseignement supérieur), ainsi que des organisations internationales clés dans les domaines de l'éducation et de l'EDD. La Conférence a également mobilisé des ONG et des mouvements sociaux d'envergure internationale et nationale, ainsi que d'importants réseaux d'EDD comme le Réseau du système des écoles associées de l'UNESCO (réSEAU), des représentants des jeunes et des délégations formées de représentants de l'enseignement supérieur ou d'instituts de formation d'enseignants, qui ont assisté aux réunions organisées en amont et en aval de la Conférence¹.

¹ Les réunions des parties prenantes ont eu lieu à Okayama, Japon, du 4 au 8 novembre 2014 : les Événements internationaux du réSEAU sur l'EDD, la Conférence des jeunes de l'UNESCO sur l'EDD et la Conférence internationale des Centres régionaux d'expertise. Les documents finaux des réunions des parties prenantes peuvent être consultés ici : <http://www.unesco.org/new/fr/unesco-world-conference-on-esd-2014/about-the-conference/stakeholder-meetings/>

Par ailleurs, avant la Conférence mondiale, deux réunions sur l'enseignement supérieur ont été organisées à Nagoya : le Forum sur les partenariats du Partenariat mondial des universités sur l'environnement et le développement durable (GUPES) le 8 novembre 2014 et la Conférence internationale sur la durabilité dans l'enseignement supérieur : l'enseignement supérieur au-delà de 2014, le 9 novembre 2014. À la suite de la Conférence mondiale, Okayama a accueilli du 14 au 17 novembre la 8^e réunion biennale du Réseau international des instituts de formation des enseignants.

➤ **Programme de la Conférence**

Le programme de la Conférence était structuré autour de 28 interventions en session plénière, d'une table ronde de haut niveau, de 34 ateliers regroupés en quatre grands thèmes, de 24 manifestations parallèles, d'expositions sur l'EDD, de présentations d'activités par les États membres, les organismes des Nations Unies et autres parties prenantes, ainsi que d'une exposition d'accueil d'Aichi-Nagoya. Tout au long des trois journées de Conférence, les échanges ont dans l'ensemble témoigné d'un engagement réfléchi, et d'une grande richesse, sur l'EDD. Les échanges ont porté sur quatre grandes thématiques correspondant aux quatre objectifs de la Conférence.

1. Célébrer une décennie d'action (programme de la première journée)
2. Réorienter l'éducation en vue de bâtir un avenir meilleur pour tous (programme de la deuxième journée)
3. Accélérer l'action en faveur du développement durable (programme de la deuxième journée)
4. Définir les priorités de l'EDD au-delà de 2014 (programme de la troisième journée).

➤ **La session plénière d'ouverture : introduction**

La session plénière d'ouverture a donné le ton à la Conférence en définissant l'EDD non pas comme une intervention technique mais comme un processus social revêtant une importance capitale, indispensable pour relever les défis omniprésents et de plus en plus graves de ce début du XXI^e siècle ; pour permettre à tous de mener une existence décente ; et pour favoriser un véritable renforcement des capacités et une transformation sociale vers un ordre mondial plus viable et plus juste. Reconnaissant que l'EDD ne saurait être considérée comme un « événement » limité à une décennie, Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO, a déclaré, « Cette Conférence, qui marque la fin de la DEDD des Nations Unies, est l'aboutissement d'un voyage et le point de départ d'un autre ». Évoquant « l'esprit de l'EDD », elle a vu dans la Conférence mondiale un « appel à l'action ».

Son Altesse Impériale le Prince Héritier du Japon s'est déclaré heureux d'accueillir au Japon la Conférence marquant la fin de la DEDD. Face aux menaces actuelles, il a proposé que toutes les sociétés humaines accomplissent trois tâches dans l'intérêt de leurs enfants : protéger la Terre, chérir les ressources de la Terre et faire progresser la cause du développement durable. Il a déclaré : « Pour cela, nous avons besoin de connaissances et de sagesse et il nous faut unir nos capacités ... souvenons-nous que chacun d'entre nous existe par rapport aux autres, aux générations futures et à l'environnement ». Ces paroles emplies de sagesse ont donné à comprendre que la viabilité implique une nouvelle vision du monde et que l'éducation doit être le socle de la durabilité. Hakubun Shimomura, Ministre japonais de l'éducation, de la culture, des sports, des sciences et des technologies a ensuite annoncé la création d'un Prix UNESCO-Japon d'éducation en vue du développement durable qui distinguera des personnes ou des organisations pour leur contribution remarquable à l'EDD pendant les cinq premières années du Programme d'action global sur l'EDD (2015-2019).

Dans un message vidéo, Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies, a affirmé : « Si nous voulons protéger notre climat et notre planète, tous deux si précieux, la durabilité est notre seule solution ; il n'existe pas de solution de rechange, pour la simple et bonne raison que nous ne disposons pas d'une planète de rechange ». Achim Steiner, Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a déclaré que la collaboration intersectorielle revêtait une importance cruciale pour le développement durable, tout en rappelant aux participants que l'éducation ne concernait pas seulement le savoir mais aussi l'autonomisation. Dans son discours de présentation, Son Altesse Royale la Princesse Lalla Hasnaa du Maroc a porté les messages de

la session plénière d'ouverture. Soulignant que l'EDD n'avait en rien perdu de sa pertinence, elle a évoqué une approche de l'EDD axée sur la personne et précisé que l'EDD concerne les valeurs clés et qu'elle doit « placer le citoyen au cœur de la stratégie de développement durable ».

Tout au long de ces trois jours, les débats ont essentiellement porté sur les quatre grands thèmes de la Conférence. Plusieurs résultats majeurs ont été atteints tandis que des orientations et une vision d'avenir claires pour l'EDD ont été fixées dans la droite ligne du Programme d'action global sur l'EDD.

2. Principaux résultats

Les trois principaux résultats de la Conférence :

➤ ***Lancement du rapport final sur la DEDD « Façonner l'avenir que nous voulons »***

Présenté lors de la session plénière d'ouverture de la Conférence, le rapport final de la DEDD « Façonner l'avenir que nous voulons », souligne l'importance que revêt l'EDD comme moteur essentiel du développement durable et élément à part entière d'une éducation de qualité. Les progrès accomplis pendant ces dix années d'engagement fort ont été évoqués dans une courte vidéo ainsi que dans la présentation du rapport². Au cours de cette décennie, l'EDD a été intégrée à des politiques ainsi qu'à des programmes à tous les niveaux d'enseignement : primaire, secondaire, EFTP, enseignement supérieur et éducation publique. Les cadres et les outils d'EDD ont été utilisés sur une base expérimentale. Des réseaux ont été constitués. Les capacités ont été renforcées. Les dix grandes conclusions de ce rapport mettent en évidence les difficultés qu'il reste à surmonter et constituent une base solide à partir de laquelle nous pourrions poursuivre nos efforts. Un leadership politique fort est indispensable pour faire progresser l'EDD, tel est l'un des enseignements majeurs tirés de la Décennie, sur lequel est revenue la table ronde de haut niveau « Comment renforcer l'appui aux politiques en matière d'éducation au développement durable ? ». Le rapport observe ainsi que « le leadership est indispensable pour que nous passions des engagements politiques et des projets pilotes au stade d'une mise en œuvre intégrale dans l'ensemble des programmes, dans l'enseignement et les activités de fonctionnement, dans les systèmes formels comme dans l'apprentissage non formel et dans la sensibilisation de l'opinion publique ». Que ce soit lors de la Conférence mondiale ou des réunions des parties prenantes organisées en parallèle à Okayama, il ressort des débats sur les orientations de l'EDD et les actions à mener à l'avenir dans ce domaine que les parties prenantes approuvent la recommandation formulée dans le rapport : en dépit des nombreux progrès accomplis pendant la DEDD, « il reste encore beaucoup à faire ».

Adoption de la Déclaration d'Aichi-Nagoya sur l'EDD

Adoptée à l'unanimité lors de la session plénière de clôture, la Déclaration d'Aichi-Nagoya sur l'EDD préconise que des mesures soient prises d'urgence pour « renforcer l'intégration de l'EDD » et l'inclure dans le programme de développement durable pour l'après-2015. Réaffirmant le rôle de chef de file de l'UNESCO dans le domaine de l'EDD, la Déclaration invite tous les pays à mettre en œuvre le Programme d'action global.

La Déclaration recense par ailleurs un certain nombre de domaines clés pour faire progresser l'EDD et note en particulier l'importance de la collaboration transversale entre les organismes des Nations Unies et d'autres organisations, ainsi que la nécessité d'adopter une approche équilibrée et intégrée en ce qui concerne les dimensions économiques, sociales et environnementales du développement durable dans la réflexion sur l'EDD comme dans sa mise en œuvre. Elle invite les gouvernements à « examiner les objectifs et les valeurs qui sous-tendent l'éducation, et évaluer la mesure dans laquelle les politiques éducatives et les programmes atteignent les objectifs de

² Pour visionner la vidéo de cinq minutes sur les dix conclusions majeures du rapport final de la DEDD « Façonner le futur que nous voulons » suivre le lien : <https://www.youtube.com/watch?v=zQ9ETC8bk70>

l'EDD ». Ce faisant, elle met en évidence le rôle décisif que doit jouer l'EDD afin de bâtir une éducation de qualité pour tous et d'assurer la pertinence de l'éducation à l'époque actuelle. Elle réaffirme qu'il est à la fois important et prioritaire d'intégrer l'EDD à tous les niveaux et à tous les stades du système d'éducation et de formation mais aussi à l'éducation publique et communautaire, à l'épanouissement des jeunes et à l'apprentissage intergénérationnel. En résumé, la Déclaration fixe un programme complet en faveur de l'EDD en tenant compte à la fois des orientations politiques internationales les plus récentes et des préoccupations majeures de la planète.

La Déclaration a été rédigée au cours de la Conférence mondiale par des représentants de toutes les régions du monde, qui ont tenu compte également des résultats des réunions des parties prenantes à Okayama.

➤ **Lancement du Programme d'action global sur l'EDD, qui a déjà suscité 360 engagements**

Conçu comme le moyen pour l'UNESCO d'assurer le suivi de la DEDD, le Programme d'action global pour l'EDD a été lancé lors de la session plénière de clôture de la Conférence mondiale³. Le Programme d'action global a pour but de susciter et de multiplier des actions partout dans le monde afin de contribuer concrètement au programme de l'après-2015. Le Programme poursuit deux objectifs : (1) réorienter l'éducation et l'apprentissage de sorte que chacun ait la possibilité d'acquérir les connaissances, les compétences, les valeurs et les attitudes qui leur permettront de contribuer au développement durable – et de susciter le changement ; (2) accroître la place accordée à l'éducation et à l'apprentissage dans tous les plans d'action, programmes et activités qui visent à promouvoir le développement durable. Il se propose de donner suite aux résultats de la DEDD en privilégiant les cinq domaines d'action prioritaires :

1. Élaborer des politiques à l'appui de l'EDD
2. Transformer les environnements d'apprentissage et de formation (Approches institutionnelles globales)
3. Renforcer les capacités des éducateurs et des formateurs
4. Autonomiser et mobiliser les jeunes
5. Accélérer la recherche de solutions durables au niveau local.

Pour promouvoir la mise en œuvre du Programme d'action global, toutes les parties prenantes ont été invitées à contribuer aux cinq domaines d'action prioritaires. En amont de la Conférence mondiale, les parties prenantes ont été appelées à s'engager à mettre en œuvre des activités concrètes à l'appui du Programme d'action global. Lors du lancement du Programme d'action global, des parties prenantes de 80 pays avaient déjà pris 360 engagements en ce sens. Lors de la session finale de la Conférence mondiale, un engagement correspondant à chaque domaine d'action prioritaire a été présenté : les engagements pris par le Ministère de l'éducation du Kenya, un projet sur les communautés durables en Namibie, un programme de formation des enseignants en Jordanie, l'engagement de la province du Manitoba à soutenir une approche à l'échelle de l'école toute entière et un programme pour la jeunesse de l'Earth Charter Institute au Costa Rica. Tous les délégués ont été invités à prendre des engagements en appui au Programme d'action global. La session de clôture de la Conférence mondiale a rappelé la force du Programme d'action global et sa capacité à consolider et à améliorer les actions autonomes en faveur de l'EDD en

3 Le Programme d'action global sur l'EDD a été adopté par la Conférence générale de l'UNESCO à sa 37^e session (résolution 37 C/12) et reconnu comme le moyen d'assurer le suivi de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2014, qui invite l'UNESCO à continuer de coordonner la mise en œuvre du Programme d'action global (résolution A/RES/69/211).

mobilisant autour des cinq domaines d'action prioritaires des partenariats et des réseaux capables de transcender les frontières sectorielles, disciplinaires et géographiques.

Lors de la session plénière de clôture, Qian Tang, Sous-Directeur général pour l'éducation, UNESCO, a souligné : « Nous pouvons partager ces initiatives qui ont réussi un peu partout dans le monde afin d'aider les représentants des gouvernements et les principales parties prenantes à formuler de nouveaux buts et objectifs. Nous avons esquissé cette démarche dans la feuille de route pour l'ESD qui va mettre en pratique le Programme d'action global ». Hideki Niwa, Ministre d'État japonais de l'éducation, de la culture, des sports, de la science et de la technologie, a ajouté : « L'ESD ne s'arrête pas avec la dernière année de la Décennie pour l'éducation au service du développement durable. Au contraire, engageons-nous encore davantage en faveur de l'ESD en tirant profit des expériences déjà menées à ce jour ».

3. Synthèse et analyse des discussions et points clés

1. Célébrer une décennie d'action : « Quels résultats avons-nous obtenus ? Quels enseignements avons-nous tirés ? »

La Conférence mondiale a dressé le bilan de la mise en œuvre de la DEDD en se félicitant des réussites obtenues. Le rapport publié par l'UNESCO en 2014 « Façonner l'avenir que nous voulons » était avant tout un moyen d'engager une réflexion sur les résultats de la DEDD. Un grand nombre de présentations, d'expositions et de manifestations parallèles, de même que les engagements pris par les délégués de la Conférence mondiale, ont témoigné des résultats de la Décennie. C'est cependant l'engagement multisectoriel des parties prenantes, promu par la Décennie et impliquant un grand nombre d'institutions sociales et éducatives travaillant à la transformation de l'éducation, qui ressort le plus clairement. Comme l'indiquent le profil des participants à la Conférence et les rapports provenant des ateliers, les partenaires clés de l'éducation ont été réunis au sein de nouveaux partenariats et réseaux constitués autour des objectifs de l'EDD. Parmi les grands réseaux bien représentés à la Conférence figurent le réseau mondial des Centres régionaux d'expertise, créé par l'Université des Nations Unies, ainsi que le réseau international Eco-Schools, qui compte plus de 14 millions d'étudiants et 1,2 million d'enseignants dans 58 pays du monde entier. Divers réseaux axés sur la durabilité, tels que l'Alliance Copernicus, ProSPER.Net et le réseau MESA en Afrique, ainsi que des universités, se sont également réunis pendant la Conférence mondiale afin de réfléchir au rôle essentiel de l'enseignement supérieur dans la préparation d'un avenir durable. D'autres grands réseaux tels que l'ICLEI ont discuté de l'EDD dans les villes avec des communautés d'EDD. Des réseaux plus informels et de taille plus modeste, tels que le réseau indien « Handprints for action » du Centre d'éducation environnementale, se sont également retrouvés à l'occasion d'une manifestation parallèle pour présenter les progrès accomplis en matière de soutien aux actions concrètes en faveur de la durabilité.

Des débats d'une grande richesse ont été engagés sur les succès et les défis de la DEDD. La table ronde de haut niveau a été l'occasion de mettre en évidence quelques-uns des facteurs de réussite :

- « La capacité régionale de création de réseaux et de collaboration a contribué à l'adoption de l'EDD au niveau régional »
- « L'adoption d'une perspective sur l'EDD qui tient compte du contexte est un facteur de réussite majeur »
- « Les approches fondées sur les partenariats multi-institutionnels qui relient les universités, les écoles et les institutions de la société civile et du secteur public fonctionnent très bien »

- « L'existence d'une structure nationale (un comité national pour l'EDD par exemple) dans le but de promouvoir l'élaboration des politiques sur l'EDD, qui s'appuie sur des cadres stratégiques pour l'EDD à moyen et long terme et qui privilégie la conception de programmes sur l'EDD et la collaboration intersectorielle a facilité l'élaboration des politiques d'EDD ».

Il ressort des débats sur les défis à surmonter qu'il reste encore beaucoup à faire :

- « Il est indispensable d'affermir la volonté politique » et de renforcer les liens entre les politiques du développement et les politiques de l'éducation.
- Il convient également « d'institutionnaliser l'EDD en profondeur » à tous les niveaux des systèmes éducatifs et de mobiliser « des ressources financières adéquates » pour l'EDD.
- Il est nécessaire de mener des recherches plus complètes et systématiques sur le suivi et l'évaluation afin de mieux comprendre les progrès réalisés en matière d'EDD.
- Il est indispensable d'intensifier les efforts pour jeter un pont entre les écoles et la société civile.
- Il est importante de renforcer davantage les capacités des enseignants et des éducateurs pour leur permettre de « s'engager avec confiance en faveur de l'EDD ».

La table ronde de haut niveau a elle aussi été l'occasion de réfléchir à la question « *Pourquoi l'EDD a-t-elle été adoptée par certains pays, et non par d'autres ?* » Il est apparu au travers des réponses apportées que les ressources allouées à l'EDD et les capacités en la matière influent sur la capacité à renforcer la place de l'EDD au niveau national. La table ronde s'est également penchée sur les difficultés rencontrées par les systèmes éducatifs pour réunir les diverses priorités (accès, qualité, EDD) à un niveau systémique pourvu de cohérence stratégique. Il a été proposé de définir à l'intention des systèmes éducatifs des lignes directrices plus claires sur la manière d'y parvenir. Il serait en outre souhaitable que l'UNESCO et les autres organisations internationales œuvrent de concert à cette fin pour que les pays apportent des réponses cohérentes aux nombreuses demandes de changement éducatif et social. Il a ainsi été observé, par exemple, qu'il fallait éviter de considérer l'EDD comme un simple « rajout » supplémentaire et que l'introduction concurrente de l'éducation à la citoyenneté mondiale devait s'inscrire dans le droit fil des engagements pris en faveur de l'EDD afin d'assurer la cohérence de la transformation des systèmes éducatifs en tenant compte des priorités sociétales. Comme l'ont signalé les participants à l'atelier : « Il est nécessaire que les politiques verticales soient davantage conformes et propices à l'innovation issue de la base ».

En dépit des difficultés qui freinent l'adoption de l'EDD, il a dans l'ensemble été reconnu que la Décennie avait fixé, d'un point de vue qualitatif, une nouvelle orientation des buts et des valeurs des systèmes éducatifs du monde entier. Lors de la troisième session plénière, les discussions sur le thème « l'éducation ou changer les règles du jeu », ont souligné que « l'éducation à elle seule ne suffit pas ... nous devons intégrer l'éducation à des modes de vie durables » et prendre conscience que, bien qu'importante, l'éducation n'est qu'un élément du changement politique et social. Assurer à tous une éducation de qualité est le fondement de la transformation sociale, et l'éducation de qualité pour tous doit intégrer l'EDD.

2. Réorienter l'éducation afin de bâtir un meilleur avenir pour tous : « Comment l'EDD améliore-t-elle la qualité de l'éducation? »

Il ressort, au vu des débats en plénière, des ateliers et des expositions, que l'EDD est un élément moteur clé pour donner aujourd'hui à l'éducation toute la pertinence voulue et, par là même, en améliorer la qualité. Un ministre assistant à la table ronde de haut niveau a ainsi déclaré : « Nous avons accordé une trop grande importance au « quoi » et au « comment » de l'éducation, nous

devons maintenant nous intéresser au « pourquoi ». Cette intervention a suscité diverses réflexions sur la façon dont l'EDD influe sur le but de l'éducation et sur la manière dont l'éducation se réoriente actuellement (ou non) vers un avenir viable. Elle a également incité plusieurs ministres à prendre des engagements et à fixer des orientations. Le Ministre de l'éducation, de la science et de la technologie du Kenya a ainsi déclaré : « Il est nécessaire de définir une stratégie nationale afin de guider toutes les interventions d'EDD et de mettre en place un contexte propice qui permettra à toutes les parties prenantes de contribuer à l'EDD dans le cadre d'une approche multipartite ». Le Ministre de l'éducation du Sultanat d'Oman a pour sa part indiqué: « Les politiques doivent être étayées par un soutien aux enseignants et aux éducateurs ». Les participants aux ateliers ont également mis en avant la question des buts : « L'EDD n'est pas un simple « rajout » à des programmes déjà surchargés, c'est un cadre qui vise la transformation du système éducatif. » La principale question à traiter est selon eux : « L'éducation, pour quoi faire ? » Ils ont observé en faisant preuve d'un certain réalisme que : « Partout dans le monde, les systèmes éducatifs sont entravés par des traditions pesantes et des lourdeurs bureaucratiques qu'il faudra remettre en cause si nous voulons parvenir au développement durable ».

Les débats en plénière, les ateliers et les expositions ont par ailleurs montré que les diverses composantes de l'EDD définissent une nouvelle orientation de l'éducation et de l'apprentissage de qualité pour tous. En effet, l'EDD enrichit les systèmes d'éducation et de formation par de nouveaux savoirs mais surtout elle accorde une place centrale aux valeurs et à l'éthique ainsi qu'au changement social et à la participation aux actions en faveur du développement durable. Les participants à la Conférence ont exprimé la conviction que l'EDD est et doit être essentielle si nous voulons assurer à tous une éducation de qualité, ajoutant que l'EDD doit aller de pair avec un programme de transformation. À titre d'exemple, ils ont ainsi recommandé : « Il faut sortir des sentiers battus et encourager les approches positives pour que chacun se sente incité à créer son propre avenir », « l'EDD doit promouvoir une réflexion systémique » et « l'éthique est indispensable à l'engagement véritable ».

On retiendra plus particulièrement que l'ensemble des débats et des discussions ont eu pour point commun le souci de veiller à ce que l'EDD implique tous les apprenants de la société, soit l'ensemble des apprenants du système d'éducation et de formation mais aussi les communautés d'apprenants et les apprenants sur les lieux de travail et dans la sphère publique. Comme l'ont observé des participants aux ateliers, il est nécessaire de « mettre en place des initiatives fortes pour répondre aux attentes de la communauté », ce qui doit être réalisé « en impliquant les communautés par des moyens propices à la confiance, au respect et à la pertinence des questions relatives à l'EDD, comme l'apprentissage participatif, la recherche communautaire et la résolution collective des problèmes ». Il a également été question de partenariats avec le secteur privé. Par ailleurs, les participants ont formulé des recommandations destinées à renforcer les programmes d'éducation à la durabilité à l'intention des dirigeants. Il a été estimé que ces programmes généreraient de nouveaux modèles de leadership. L'apprentissage par les pairs a également été considéré comme constituant une stratégie importante et un facteur de réussite pour l'EDD.

L'EDD a également pu être décrite comme une question intergénérationnelle, qui associe, dans toutes les sociétés du monde, les plus jeunes et les plus âgés. Un ouvrage présenté lors d'une manifestation parallèle organisée par le PNUE sur le thème « *Intergenerational leadership and learning for ESD* » a suscité des commentaires positifs. Il met en avant le fait que, pour réussir, l'EDD doit s'appuyer sur un cadre élargi, stimulant et qui puisse servir de modèle. Dans l'ensemble des ateliers, la plupart des groupes ont recommandé d'associer les jeunes à des activités créatives en faveur du développement durable, en proposant par exemple de : « Donner aux jeunes le temps et la place nécessaires pour qu'ils participent à la résolution des problèmes réels ». L'importance que revêtent les contextes informels d'apprentissage pour l'EDD a également été mise en relief. Arab Hoballah, Chef du service consommation et production durables du PNUE, a ainsi déclaré au cours de la troisième session plénière : « Nous devons accorder toute notre attention à l'utilisation des TIC et des médias sociaux, qui constituent le nouveau moyen de communication des jeunes et de l'avenir ». Il nous a rappelé que dans moins de 20 ans, le monde compterait 2 à 3 milliards de consommateurs supplémentaires qui prendraient modèle sur les

jeunes d'aujourd'hui, les dirigeants de demain. Nous ne pouvons donc pas continuer à faire comme si de rien n'était. Et l'intervenant de conclure : « Nous devons changer, nous devons être ceux qui changent les règles du jeu ».

La présentation de la Conférence des enfants lors de la session plénière de clôture a montré que les enfants avaient eux aussi leur mot à dire dans la réorientation de l'éducation et de l'apprentissage. Elle a montré qu'à condition d'être soutenus par des enseignants de qualité, les enfants étaient capables de comprendre de façon approfondie l'état complexe de la planète, qu'ils étaient capables de partager et de manifester leur empathie au-delà des frontières locales et nationales, et qu'ils avaient toutes les capacités nécessaires à la pensée créative et à la résolution des problèmes. Appliquées aux contextes locaux, ces capacités constituent des mécanismes puissants de communication et d'apprentissage intergénérationnel, renforçant ainsi la qualité de l'éducation pour tous. Les participants à l'atelier sur l'éducation et la protection de la petite enfance ont mis en avant la contribution de l'EDD au renforcement des capacités des enfants à apprendre, à faire, à être et à transformer. Ils ont également observé que les enfants étaient capables de susciter le changement : « L'EDD n'a pas uniquement trait à la résolution des problèmes, elle concerne aussi l'appréciation de l'environnement et la création de nouvelles possibilités d'innovation ». Ils ont ajouté que pour que l'EDD contribue à une éducation de qualité « il fallait renforcer les relations entre l'école, les parents et les communautés, en établissant des liens avec les moyens de subsistance possibles, présents et futurs ». Nous avons besoin de pédagogies « participatives, pratiques et interactives ».

Les participants ont également souligné que l'enseignement supérieur avait un rôle important à jouer, non seulement pour éduquer une nouvelle génération de dirigeants mais aussi pour produire, par des procédés novateurs, de nouvelles connaissances à l'appui du développement durable. Comme l'ont déclaré les participants à l'atelier sur l'enseignement supérieur : « Il est nécessaire de mettre en place des programmes sur le leadership en matière de durabilité à l'intention des dirigeants d'université pour qu'ils soient capables de prouver la nécessité du changement ». Il a été question de nouvelles structures d'organisation de l'enseignement supérieur, certains ayant ainsi proposé des « organisations de type matriciel » et des « approches transdisciplinaires » qui favorisent l'implication des universitaires, des secteurs publics et privés et des communautés dans des problèmes complexes. Il a également été reconnu que la formation des enseignants devait être une priorité essentielle pour l'EDD dans l'enseignement supérieur. En effet, la formation des enseignants contribue de manière décisive à la réorientation de l'éducation vers la durabilité à tous les niveaux et à tous les stades. Pendant toute la durée de la Conférence, de nombreuses recommandations ont été formulées sur l'amélioration de la formation des enseignants et sur son rôle dans le renforcement de l'EDD et de l'éducation de qualité pour tous. Les participants ont souligné que les éducateurs de l'EFTP devaient eux aussi contribuer à la réorientation de l'éducation vers l'EDD afin que le système de l'EFTP tienne compte des principes et des pratiques du développement durable et qu'il forme une nouvelle génération de professionnels du développement durable, de techniciens et d'artisans. Les participants à l'atelier sur l'EFTP ont souligné le rôle essentiel du leadership politique : « Le leadership politique est déterminant pour inciter les systèmes d'EFTP à adopter les principes de l'EDD et à s'adapter aux évolutions en cours ainsi qu'à la transition vers des économies vertes à faible intensité en carbone ». Quel que soit le contexte éducatif considéré, les participants ont souligné que les élèves doivent être considérés comme les agents du changement, dans la mesure où ils ont la capacité d'établir des liens entre l'apprentissage formel et les préoccupations sociétales, ce qui, comme il a été souligné dans de nombreux ateliers, exige de s'engager en faveur d'un apprentissage transformateur.

Les réflexions exprimées lors de la Conférence, et en particulier pendant la table ronde de haut niveau, ont fait preuve de réalisme au sujet des conditions nécessaires au développement de l'EDD et du développement durable. Comme l'a déclaré un ministre présent : « Le développement durable n'est possible que dans un monde sans guerre ». Les ministres ont souligné l'importance que revêtent les réponses de la communauté internationale aux problèmes mondiaux les plus complexes et les plus graves (pauvreté persistante, conflits, déclin économique, etc.). Ils ont reconnu que sans l'élimination de la pauvreté, l'instauration de la paix et le respect des droits

humains fondamentaux, il était difficile de réunir les conditions nécessaires à l'EDD. Comme l'a remarqué l'un des ministres participant à la table ronde de haut niveau : « Lorsque les niveaux de vulnérabilité sont élevés et que la capacité de réponse est faible, il est indispensable de renforcer la collaboration et le soutien ».

3. Accélérer l'action en vue du développement durable : « Quelles réponses l'EDD apporte-t-elle aux défis du développement durable ? »

L'ensemble des débats de la Conférence ont témoigné du consensus qui s'est dégagé sur la contribution essentielle de l'EDD au développement durable, comme l'a succinctement observé le Ministre de l'éducation du Samoa : « Le gouvernement a reconnu l'importance que revêtent les questions relatives au développement durable telles que le changement climatique, la biodiversité, la réduction du risque de catastrophe et la consommation et la production durables ; à ces problèmes, il faut répondre par une éducation de qualité ».

Tous les participants à la Conférence ont considéré que l'EDD constituait une force majeure de « mobilisation sociale ». En effet, elle permet à tous d'acquérir de nouvelles connaissances, de mieux comprendre le monde et les problèmes actuels et d'adopter une éthique et des valeurs qui stimulent et orientent le changement en vue d'un avenir viable. L'EDD offre en outre la possibilité de renforcer les compétences axées vers l'action, de même que les compétences telles que l'analyse critique, la réflexion prospective, la résolution des problèmes et la pensée créative. L'EDD contribue également à renforcer les compétences collectives des groupes de personnes capables de stimuler les processus de changement au niveau local ou à des niveaux plus élevés. Dans les ateliers consacrés à l'apprentissage communautaire (regroupement thématique II-6) et aux villes (regroupement thématique III-11), les centres d'apprentissage communautaires et les villes ont été reconnus comme constituant des lieux importants pour l'apprentissage durable et le changement. Les participants ont observé que les villes et les autorités locales peuvent constituer des centres urbains durables propices à l'intégration de l'EDD aux pratiques de développement durable sur le terrain.

La Conférence mondiale a témoigné des nombreuses contributions de l'EDD à la mobilisation et à l'action en vue du développement durable. Les différentes expositions et les documents diffusés pendant la Conférence ont montré que les habitants de la planète mettaient au point de nouvelles technologies plus durables, qu'ils établissaient des relations communautaires et qu'ils adoptaient de nouvelles pratiques du développement durable, et que nombre de ces changements étaient stimulés par les différents processus liés à l'EDD. Quelques-unes des contributions majeures de l'EDD aux progrès du développement durable ont été mises en évidence pendant la Conférence :

- Renforcer et approfondir les connaissances, la sensibilisation, les valeurs, les préoccupations et la capacité d'innover
- Modifier les comportements, renforcer la participation des citoyens, transformer les pratiques sociales collectives ; renforcer simultanément la citoyenneté mondiale et la citoyenneté locale, édifier de nouvelles communautés
- Donner aux individus les moyens d'atténuer les nouvelles conditions sociales et environnementales, telles que le changement climatique, et de s'y adapter ; renforcer la justice sociale, la paix et la sécurité ; prévenir toute nouvelle dégradation des systèmes socioécologiques et des structures sociétales.

La Conférence a par ailleurs souligné que les contributions de l'EDD au développement durable constituaient un processus non pas statique mais dynamique et qu'il était nécessaire de poursuivre les engagements en faveur de la transition vers les économies et les sociétés vertes. Elle a ainsi défini le rôle de l'EDD à cette fin : (1) contribuer aux changements sociaux au niveau micro en vue de parvenir à des économies et à des sociétés vertes (développement des modes de vie et des pratiques durables, par exemple) ; (2) contribuer aux changements sociaux au niveau meso en

vue de parvenir à des économies et à des sociétés vertes (au moyen des campus verts et des éco-écoles, en particulier dans le contexte des approches institutionnelles globales, en apportant un appui aux mouvements sociaux locaux, comme les groupes travaillant en faveur du développement durable et représentant des femmes ou des populations autochtones, et en soutenant leurs objectifs de développement durable) ; (3) contribuer aux changements sociaux au niveau macro en vue de favoriser la transition vers des économies et des sociétés vertes (par exemple la modification des politiques relatives au secteur éducatif ; les changements politiques relatifs au développement durable et/ou au développement environnemental ; la modification des systèmes technologiques ; la modification des systèmes éducatifs, etc.). Il a été reconnu que les programmes d'EFTP, de même que leur nécessaire ajustement aux besoins communautaires et aux nouvelles perspectives économiques, jouaient un rôle central dans la transition vers les économies vertes. Le développement et l'utilisation des TIC ont également été mis en avant, dans la mesure où ces technologies favorisent l'échange des connaissances et accélèrent la réflexion sur les options et les possibilités locales au moyen d'engagements comparatifs et en s'appuyant sur les connaissances provenant d'autres régions du monde. D'où la question de savoir s'il est opportun d'intégrer la culture numérique aux programmes et aux activités d'EDD.

La Conférence a également attribué à l'EDD le rôle de catalyseur de la planification et de la mise en œuvre intersectorielles de programmes dans des domaines tels que les changements climatiques, la diversité biologique ou encore la réduction des risques de catastrophe. Diverses initiatives exemplaires ont été mises en avant lors des ateliers et des expositions, mais aussi pendant les sessions plénières. Les ateliers ont par ailleurs élaboré des lignes directrices sur l'interaction des programmes intersectoriels. Ainsi, l'atelier sur le patrimoine mondial et l'éducation artistique (regroupement thématique II) a proposé que l'EDD puisse resserrer les liens entre culture et durabilité, dans la mesure où « une meilleure compréhension de la culture sera propice à des liens clairs et durables avec les contextes communautaires, environnementaux et socio-historiques ». Les participants aux ateliers sur l'eau et l'énergie (regroupement thématique III) ont souligné que l'EDD avait largement contribué à sensibiliser l'opinion publique aux questions de l'eau et de l'énergie, mais qu'il fallait intensifier les efforts pour que les établissements d'enseignement supérieur, les écoles et autres institutions sociétales deviennent des exemples à suivre en matière de gestion de l'eau et de l'énergie. Les ateliers sur la santé, la sécurité alimentaire, le changement climatique, la biodiversité et la réduction du risque de catastrophe ont tous recommandé d'intégrer ces questions à la formation des enseignants. Ils suggèrent en outre que la durabilité soit « mise en pratique » et apprise par l'exemple et l'implication avec les communautés et les institutions pertinentes pour que la transition vers la durabilité soit « visible et manifeste » dans les contextes communautaires et au niveau local. À l'issue des débats sur les rapports entre les grandes questions liées au développement durable, l'EDD et les pratiques transformatrices, les participants ont jugé souhaitable que les initiatives en faveur de l'éducation « tiennent compte des connaissances locales/autochtones des individus ». Les expositions ont mis en relief des exemples qui montrent qu'il est possible de mettre ces recommandations en pratique. Ainsi, l'exposition organisée par le Programme régional d'éducation à l'environnement de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) a montré que ce programme en faveur de l'EDD, auquel prennent part des milliers de praticiens de l'EDD dans 14 États membres de la SADC, avait favorisé l'élaboration de politiques communes en faveur de l'EDD, la formation et le développement professionnels sur les réponses au changement climatique, la biodiversité, la sécurité alimentaire, l'eau et la gestion des systèmes socio-écologiques dans le cadre de la réduction de la pauvreté et du développement durable. Ce programme a dynamisé la constitution de réseaux internationaux et l'élaboration de politiques communes tout en stimulant la modification des pratiques au niveau local grâce à l'application d'un modèle de « projet de changement » dans l'ensemble des activités en faveur de l'EDD.

Les débats ont aussi montré que l'EDD pouvait contribuer à promouvoir les politiques et les actions en faveur du développement durable afin de répondre aux différents besoins aux plans mondial, régional, national et local. Les ateliers ont mis en avant le rôle de l'EDD dans les accords multilatéraux majeurs, notamment dans les domaines de la biodiversité et du changement climatique, ainsi que les liens entre l'EDD et les objectifs de développement durable (ODD) qui ont

été proposés. Les participants à l'atelier sur la biodiversité (groupement thématique III) ont ainsi affirmé : « Il faut bien comprendre que la biodiversité n'est pas un problème à résoudre mais qu'elle fait partie de la solution aux autres problèmes que les ODD chercheront à résoudre ... les approches de l'EDD sur la biodiversité doivent impérativement englober toutes les questions connexes, de même que le développement durable et le bien-être humain ». Il a été suggéré que l'EDD figure au cœur des ODD sur la biodiversité et qu'elle incite les individus à prendre des engagements concrets pour répondre aux défis de la biodiversité. Il a en outre été reconnu que l'EDD était essentielle à la réalisation des objectifs liés à l'atténuation et à l'adaptation en réponse au changement climatique. Selon les recommandations en la matière : « L'EDD ne consiste pas uniquement à enseigner des connaissances scientifiques théoriques sur le changement climatique. Elle privilégie également l'apprentissage participatif, adapté aux conditions locales et fondé sur les compétences afin de renforcer les compétences nécessaires à la transition vers des économies et des sociétés résistantes au climat et produisant peu d'émissions ». En ce qui concerne la réduction des risques de catastrophe, les jeunes ont été reconnus comme « des agents efficaces de résistance communautaire dans la mesure où ils peuvent jouer un rôle de premier plan lors des exercices de simulation des catastrophes et dans la cartographie et l'analyse du risque, tout en dispensant aux enfants un enseignement sur la réduction des risques de catastrophe ». L'EDD est également déterminante en vue de la réalisation des objectifs du Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables (10YFP). La Conférence a été l'occasion de lancer le Programme Modes de vie durables et éducation du Cadre décennal. L'atelier consacré à ce programme a préconisé d'intégrer les questions relatives aux modes de production et de consommation durables à tous les programmes d'éducation et d'EDD, tout en soulignant la contribution essentielle des médias à la sensibilisation de l'opinion publique sur la façon de réduire la consommation et d'adopter des modes de vie plus durables.

Mettant les délégués au défi de « sortir des sentiers battus », lors de la troisième session plénière, Hans van Ginkel, ancien recteur de l'Université des Nations Unies (UNU) et fondateur du mouvement mondial des Centres régionaux d'expertise, a déclaré : « Si nous voulons vraiment que les choses changent, nous devons nous aventurer dans des domaines qui sont pour nous (encore) inexplorés. Laissons-nous inspirer par des connaissances nouvelles, des idées nouvelles et des approches nouvelles en ce qui concerne à la fois : l'éducation et le développement durable ... L'école structure ce que nous apprenons ensemble mais nous devons donner à tous l'envie de regarder plus loin, d'apprendre plus, d'aller plus loin ». Dans l'ensemble, les débats menés lors des sessions plénières et des ateliers ont confirmé la place centrale de l'EDD dans la réalisation des ODD et d'autres accords multilatéraux. L'EDD a notamment un rôle majeur à jouer pour favoriser à l'échelle locale l'apprentissage et le changement axés sur l'action au moyen d'approches basées sur l'apprentissage par l'action qui apportent des réponses aux problèmes de durabilité à l'échelle locale et dans les contextes communautaires.

4. Définir l'agenda de l'EDD post-2014 : « Quelles stratégies pour notre avenir commun ? »

Compte tenu de la date butoir pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et de l'échéance de 2015 associée aux objectifs de l'Éducation pour tous, et deux ans après la Conférence Rio + 20, la Conférence mondiale a souligné que l'EDD pouvait apporter une contribution majeure à la prochaine série d'objectifs qui seront arrêtés au plan mondial dans les domaines de l'éducation et du développement, comme le précise la Déclaration d'Aichi-Nagoya : « Refléter et renforcer l'EDD dans l'agenda post-2015 et ses processus de suivi, en veillant, en premier lieu, à ce que l'EDD soit maintenue en tant que cible de l'objectif de l'éducation et qu'elle soit également intégrée dans les ODD comme un thème transversal » (UNESCO, 2014).

Les délégués de la Conférence ont exprimé leur conviction que l'EDD peut, et doit, apporter d'importantes contributions concrètes au programme de l'après-2015. Les diverses propositions

comprennent, sans s'y limiter, l'intégration de l'EDD aux cibles relatives à la réalisation des ODD⁴ sur le changement climatique (objectif 13), la biodiversité et les écosystèmes (objectif 15), et les modes de production et de consommation durables (objectif 12). Il convient en outre d'intégrer l'EDD aux objectifs relatifs à la l'élimination de la pauvreté (objectif 1), à la nutrition (objectif 2), à la santé et au bien-être (objectif 3), à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des filles et des femmes (objectif 5), à une gestion durable de l'énergie et de l'eau (objectifs 5 et 6), à la croissance économique (objectifs 8 et 9) et au développement urbain (objectif 11). L'éducation et l'EDD devraient si possible être considérées comme constituant un mécanisme transversal qui facilite la réalisation de tous les ODD. Comme il a été souligné lors de l'atelier consacré aux ODD (regroupement thématique IV-3), « il est nécessaire que le leadership transformateur favorise les synergies au moyen d'approches pragmatiques afin de surmonter les hiérarchies et les cloisonnements ». En outre et surtout, il a été observé que, bien que l'accès de tous à l'éducation soit une condition essentielle du développement, l'éducation doit aussi être suffisamment axée vers la durabilité. À cet égard, Rosa Otunbayeva, ancienne Présidente du Kirghizistan, a déclaré au cours de la troisième session plénière: « L'EDD se poursuivra pendant les 90 dernières années de notre siècle. Ce sont les bases d'un nouvel état d'esprit que nous posons ». La Conférence mondiale a aussi révélé que les praticiens de l'EDD s'investissaient activement dans les processus et les pratiques de l'éducation à la citoyenneté mondiale afin de transformer les objectifs et les priorités de l'éducation. Les participants à un atelier ont ainsi recommandé « d'utiliser la citoyenneté mondiale comme un point de ralliement pour que les jeunes répondent directement aux exigences des ODD ».

Afin d'apprécier pleinement l'EDD et de prendre la mesure de sa contribution décisive aux programmes de l'éducation et du développement de l'après-2015, il est nécessaire de disposer d'outils systémiques de suivi et d'évaluation de l'EDD qui puissent être utilisés dans le secteur du développement comme dans celui de l'éducation. La table ronde de haut niveau, de même qu'un certain nombre d'ateliers, ont souligné qu'il était nécessaire de disposer d'outils de suivi et d'évaluation efficaces et de qualité afin de déterminer l'incidence et les effets de l'EDD en matière d'élaboration et d'exécution des politiques. Lors de la table ronde de haut niveau, des ministres ont jugé souhaitable que ces outils tiennent compte à la fois des données et des systèmes ainsi que des capacités de traitement des données. Il a ainsi été déclaré au cours des débats que « en matière d'évaluation, la responsabilité et le leadership sont indispensables à tous les niveaux (mondial, régional, national, local) ». Les discussions ont également porté sur les indicateurs. Si chacun s'est accordé à reconnaître l'importance des grands cadres de suivi, les indicateurs doivent également pouvoir être définis en fonction des contextes et de l'environnement culturel. Il a été proposé de fixer des objectifs nationaux pour le Programme d'action global, les participants à l'atelier recommandant également la mise en place « d'indices qualitatifs qui ne soient pas normalisés » afin de procéder aux évaluations dans l'ensemble des secteurs et de passer de « l'évaluation sur » à « l'évaluation avec nous ». Il est essentiel, enfin, de mesurer non seulement l'activité mais aussi l'efficacité.

On trouvera ci-dessous le résumé des principales stratégies visant à renforcer l'incidence de l'EDD qui ont été définies pendant la Conférence mondiale en fonction des cinq domaines d'action prioritaires du Programme d'action global.

➤ **Domaine d'action prioritaire 1 : Des politiques à l'appui de l'EDD**

Pour que l'EDD contribue réellement au programme de l'après-2015, il est indispensable d'intégrer l'EDD aux programmes sectoriels et aux stratégies nationales sur l'éducation et le développement. Telles ont été les propositions formulées et soutenues par les délégations ministérielles de la table ronde de haut niveau. À cet égard, les délégations ministérielles, ainsi que de nombreux autres groupes participant à la Conférence, ont préconisé que la formation et le développement professionnels des enseignants et des éducateurs chargés de l'intégration de l'EDD soient

⁴ Voir les propositions du Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale sur les objectifs de développement durable. Voir http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/68/970&referer=/english/&Lang=F

développés et appliqués à l'ensemble du système. Les participants ont également recommandé d'intégrer l'EDD aux critères de qualité ainsi qu'aux systèmes d'évaluation et d'examen. Les délégués ont également mis en garde contre les modifications des programmes qui, à elles seules, ne permettront pas une telle intégration. La révision des programmes doit ainsi être étayée par la formation des enseignants et par les matériels pédagogiques. L'approche suivie doit considérer l'EDD comme un élément à part entière de tous les sujets, les disciplines et les types d'éducation ainsi que de tous les niveaux d'enseignement et de formation dans le cadre de l'apprentissage tout au long de la vie. À l'instar d'un très grand nombre de délégués, les ministres ont par ailleurs proposé que la nécessité de garantir un financement adéquat à l'EDD aux niveaux national et international bénéficie d'un regain d'attention.

➤ **Domaine d'action prioritaire 2 : Transformer les environnements d'apprentissage et de formation**

Comme en témoignent nombre de recommandations, les ateliers et les sessions plénières s'accordent à reconnaître qu'il est impératif que les établissements formels et non formels d'enseignement et de formation soutiennent des approches de l'EDD à l'échelle de l'établissement, à tous les niveaux (petite enfance, secondaire et supérieur) et dans tous les types d'enseignement. Il importe que les écoles et les établissements d'enseignement supérieur et d'EFTP définissent des plans de durabilité scolaires/institutionnels en partenariat avec l'ensemble de la communauté, qu'ils mettent en œuvre des actions pour réduire l'empreinte écologique de l'école ou de l'établissement et qu'ils établissent des environnements d'apprentissage qui donnent aux élèves les moyens d'acquérir les connaissances, les compétences, les attitudes et les valeurs qui leur permettront de construire des sociétés plus durables. Les organisations du secteur public, du secteur privé et de la société civile ont eux aussi un rôle majeur à jouer dans l'élaboration de plans organisationnels de durabilité qui tiennent compte de l'EDD ainsi que dans la formation de leur personnel à l'EDD.

➤ **Domaine d'action prioritaire 3 : Renforcer les capacités des éducateurs et des formateurs**

Tout au long de la Conférence générale, le renforcement de la formation des enseignants à l'EDD (dans les écoles, les établissements d'enseignement secondaire et les universités) a été l'une des préoccupations majeures. Il a généralement été convenu que les gouvernements intègrent ou renforcent l'EDD dans la formation initiale et professionnelle des enseignants de la petite enfance et de l'enseignement primaire et secondaire et des éducateurs et des formateurs de l'EFTP. Les participants ont également proposé que les établissements d'enseignement supérieur (toutes disciplines confondues) intègrent l'EDD aux programmes d'orientation et de formation des universitaires, aux programmes de recherche et aux programmes de révision des curricula. L'une des principales stratégies définies par l'atelier sur la formation des enseignants consiste à « offrir aux formateurs des enseignants une aide au développement professionnel sur l'EDD ». Il a également été admis qu'il ne suffisait pas de faire porter l'effort sur les établissements d'apprentissage formels. Tout au long de la Conférence les participants se sont intéressés aux gouvernements, aux ONG et aux autres parties prenantes pertinentes qui ont un rôle à jouer dans le renforcement des capacités des éducateurs et des formateurs de l'éducation non formelle en matière d'EDD. Les débats ont également porté sur les organisations du secteur public, du secteur privé et de la société civile, qui peuvent, et doivent, axer leurs programmes de formation internes sur l'EDD.

➤ **Domaine d'action prioritaire 4 : Autonomiser et mobiliser les jeunes**

Les participants ont reconnu que la DEDD avait donné une impulsion au nouveau mouvement de la jeunesse en faveur de l'EDD. L'importance de l'engagement des jeunes en faveur de l'EDD a été mise en avant tout au long de la Conférence mondiale. Le rôle des jeunes dans la réorientation de l'éducation et de l'apprentissage pour tous a été mis au premier plan par une délégation de jeunes, qui ont présenté les accords auxquels est parvenue la Conférence des jeunes de

l'UNESCO sur l'EDD organisée juste avant la Conférence mondiale. Les points majeurs rapportés à la Conférence mondiale incluent la nécessité de promouvoir « le respect et la reconnaissance entre générations » et d'offrir des possibilités réelles de participation au développement durable. Selon une recommandation stratégique clé, les jeunes ne doivent pas être considérés comme un groupe marginal ou particulier mais il importe en revanche de reconnaître leur créativité et leur force en tant qu'agents du changement dans le cadre du Programme d'action global. Et surtout, la Conférence des jeunes a proposé que « les initiatives d'autonomisation des jeunes par les jeunes offrent à ceux-ci la possibilité de témoigner et de mobiliser les autres de manière audacieuse et créative ». Les représentants des jeunes ont demandé que les jeunes soient soutenus afin de « forger des visions audacieuses, radicales et ambitieuses d'un monde plus durable. Ces visions viendront inspirer et motiver les efforts menés par les jeunes en faveur de la durabilité » (intervention devant la Conférence des jeunes de l'UNESCO). Les participants se sont par ailleurs accordés à reconnaître l'importance des organisations du secteur public, du secteur privé et de la société civile afin de créer ou de renforcer à l'intention des jeunes des possibilités d'apprentissage sur l'EDD axées sur l'apprenant, dans les contextes formels comme non formels, et ce via les médias sociaux, l'apprentissage en ligne et l'apprentissage mobile. De nouveaux réseaux et partenariats ont également vu le jour au cours de la Conférence mondiale, comme le programme et réseau YesPeace (jeunesse, environnement, durabilité et paix) dirigé par l'Institut Mahatma Gandhi d'éducation pour la paix et le développement durable (MGIEP) en Inde.

➤ **Domaine d'action prioritaire 5 : Accélérer la recherche de solutions durables au niveau local**

Comme l'ont recommandé les participants à l'atelier : « Nous devons travailler avec les autorités locales et les municipalités et les communautés rurales et urbaines afin de construire des communautés durables ... Nous devons intensifier nos actions et jeter des ponts au moyen de l'apprentissage tout au long de la vie, y compris par les connaissances informelles, non formelles et formelles, les compétences, les valeurs et les pratiques en matière d'EDD ». Les participants ont souligné que le rôle des Centres d'apprentissage communautaires était déterminant pour établir des liens entre les interventions éducatives formelles et les communautés et les sociétés. Les Centres d'apprentissage communautaires, ou Kominkan, de la ville d'Okayama ont été cités en exemple. Ces centres ont en effet aidé activement les communautés à améliorer certains lieux de vie, à surmonter diverses difficultés, à renforcer l'apprentissage et les pratiques en matière de développement durable et à resserrer les liens communautaires en faveur du développement durable. Ces Centres ont également favorisé la contribution et la participation intergénérationnelles aux actions en faveur du développement durable. On a considéré que les villes représentaient des lieux importants d'apprentissage et de changement durables dans le domaine de l'EDD. Il a par ailleurs été reconnu que les villes et les autorités locales pouvaient mettre en place des centres urbains durables où les approches du développement durable fondées sur l'apprentissage pourraient être intégrées aux pratiques effectives du développement durable.

4. Conclusion et prochaines étapes

Dans un monde aux ressources naturelles limitées peuplé de 7 milliards de personnes, les modes de consommation et de production non durables, la dégradation continue de l'environnement, l'intensification des risques et la persistance des inégalités, les systèmes d'éducation globale et transformatrice constituent une urgente nécessité. Il est aujourd'hui largement admis que l'accès à l'éducation n'est pas un objectif suffisant : le contenu et le but de l'éducation constituent une préoccupation majeure qui exige une réflexion dans tous les domaines. Comme il a été déclaré lors de la table ronde de haut niveau : « Il est indispensable de reconnaître que les modes non durables ont des répercussions pour tous les habitants de la planète (changement climatique, pauvreté, épuisement des ressources naturelles, etc.) ; d'où la nécessité d'apporter à ces défis une réponse collective si nous voulons répondre aux besoins des générations futures. ... Le leadership transformateur est une nécessité sur tous les fronts et à tous les niveaux ... Nous avons besoin d'un concept systémique du changement, nous avons besoin d'un catalyseur du changement, ce qui comprendra notamment l'harmonisation des politiques ».

En clôturant la Conférence, les participants ont convenu des étapes suivantes :

- **Les résultats de la Conférence devront contribuer au Cadre d'action pour l'éducation post-2015 qui sera proposé lors du Forum mondial sur l'éducation à Incheon, Corée, en mai 2015, ainsi qu'au programme de développement durable pour l'après-2015**

Les résultats de la DEDD et de la Conférence mondiale montrent que l'EDD contribue de façon décisive à la réalisation d'une éducation de qualité pour tous et du développement durable. Les messages portés par la Déclaration d'Aichi-Nagoya et par le Programme d'action global ne manqueront pas d'enrichir les débats du Forum mondial sur l'éducation (19-22 mai, Incheon, République de Corée). Par ailleurs, en tant que force majeure du développement durable, l'EDD devra être intégrée au programme de développement durable de l'après-2015.

- **Les résultats de la Conférence devront contribuer aux processus de la CCNUCC, en particulier la COP-21, qui se tiendra à Paris en décembre 2015**

Les délégués de la Conférence ont reconnu qu'il était indispensable de continuer à placer l'EDD au premier plan des négociations sur les changements climatiques. Peu après la Conférence, les ministres et les chefs de délégation assistant à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques 2014 – CCNUCC COP-20 – (1^{er}-12 décembre 2014, Lima, Pérou) ont adopté la Déclaration ministérielle de Lima sur l'éducation et la sensibilisation. Cette Déclaration invite les gouvernements à intégrer la question du changement climatique aux programmes scolaires et la sensibilisation au climat aux plans nationaux de développement et d'adaptation au changement climatique. Comme l'a déclaré Marcin Korolec, Président de la COP-19/CMP 9 et Secrétaire d'État, Ministre de l'environnement, Pologne : « Cette déclaration est une étape essentielle pour que l'éducation retrouve la place qui est la sienne, sous les feux de la rampe ». La Déclaration souligne expressément l'importance de la Conférence, « qui a appelé à une action urgente pour renforcer et intensifier l'éducation au développement durable ». La Déclaration ouvre la voie à l'intégration des résultats de la Conférence mondiale à la CCNUCC COP-21, qui se tiendra à Paris, et permet de renforcer le poids de l'EDD dans les réponses au changement climatique dans le cadre des processus de la CCNUCC.

- **L'UNESCO et toutes les parties prenantes doivent continuer à exercer leur leadership afin de faciliter la mise en œuvre du Programme d'action global**

L'ensemble des participants à la Conférence ont reconnu que l'UNESCO devait continuer à exercer son leadership sur l'EDD et, plus particulièrement, à coordonner la mise en œuvre du Programme d'action global. Ils ont cependant admis que toutes les parties prenantes étaient responsables de la promotion du Programme d'action global. Comme il a été souligné à maintes reprises, y compris lors de la table ronde de haut niveau, les organismes des Nations Unies, les gouvernements, les ONG et les autres parties prenantes pertinentes doivent continuer à soutenir l'intégration de l'EDD aux programmes mondiaux sur l'éducation et le développement durable. Il serait par ailleurs souhaitable que les gouvernements intègrent l'EDD aux politiques nationales sur l'éducation et le développement durable et que les agences de coopération pour le développement continuent à soutenir l'intégration de l'EDD en tant qu'élément systématique des cadres de coopération bilatérale et multilatérale pour le développement. Si beaucoup de parties prenantes se sont déjà engagées à mettre en œuvre et à financer des activités en faveur du Programme d'action global, force a été de reconnaître qu'il était nécessaire de mobiliser davantage de moyens financiers à l'appui de la mise en œuvre du Programme d'action global. À cette fin, la mobilisation au profit de l'EDD des mécanismes de financement existants dans les domaines de l'éducation et du développement durable est apparue comme une solution à exploiter. Les bailleurs de fonds ont été invités à évaluer la compatibilité de l'EDD avec les mécanismes de financement existants. De leur côté, les parties prenantes de l'EDD ont été encouragées à utiliser pleinement et systématiquement le potentiel et les capacités de leurs institutions afin de développer l'EDD. En outre, comme le montrent les engagements pris en faveur du Programme d'action global, la constitution de nouveaux partenariats, y compris avec le secteur privé, recèle un énorme potentiel.

Un appel a également été lancé en faveur des « mécanismes de financement novateurs afin de dynamiser l'investissement public comme privé en faveur de l'EDD ».

L'importance et l'intérêt que revêtent la création de réseaux de parties prenantes et le travail au sein de ces réseaux pour favoriser l'apprentissage mutuel et la résolution des problèmes à l'appui du développement durable ont été mis en évidence lors des sessions plénières, des ateliers et des expositions. Il a par exemple été déclaré : « Nous devons repenser nos modèles actuels de partenariats ... le processus des partenariats doit être entièrement réexaminé afin de renforcer l'engagement des parties prenantes en faveur des processus de l'EDD ». « Il ne faudrait pas considérer que l'EDD relève uniquement de la compétence des ministères de l'éducation ... L'EDD doit être au cœur des stratégies nationales et mondiales ». En ce sens, comme il a été observé, il serait souhaitable que l'UNESCO mette en place un réseau de partenariats et qu'elle diffuse plus largement des outils d'évaluation adaptés aux engagements pris en faveur du Programme d'action global et de l'EDD.

Traduisant l'esprit de la Conférence mondiale et du Programme d'action global, les représentants de la Conférence des jeunes sur l'EDD présents à la Conférence ont déclaré : « Ensemble, nous défendons une société durable, résiliente et équitable dans laquelle chacun, où qu'il vive dans le monde, ait la possibilité de s'épanouir. Nous croyons fermement que l'EDD est essentielle pour que cette vision se concrétise ». Comme l'a déclaré la Princesse Lalla Hasnaa dans son allocution d'honneur : « Chacun est appelé ... à apporter sa contribution. L'EDD ... cherche à modifier les réflexes et les comportements à l'échelle de nos sociétés. Une tâche qui appelle un élan soutenu ».